développement humain 1994 (PNUD). Bien que le recours à deux sources permette d'avoir des données plus complètes, les années considérées étaient différentes, d'où la difficulté de procéder à des comparaisons internationales.

Nombre de militaires pour 1 000 habitants

Le nombre de militaires pour 1 000 habitants représente un autre indicateur facile à comprendre et largement utilisé pour mesurer l'importance relative de l'armée. Pour les besoins du présent Commentaire, nous ne considérons que les membres de l'armée « active »; les réservistes n'y sont pas pris en compte, à moins qu'ils aient été mobilisés. L'IIES dispose de données à jour sur la plupart des pays, et les ratios des effectifs militaires pour 1 000 habitants concordent à peu près avec ceux figurant dans d'autres sources.

Encore une fois, malgré son attrait intuitif, cet indicateur est source d'incertitude et prête à interprétation. À supposer que l'effectif en personnel de l'armée soit connu avec précision, le fardeau financier demeurerait approximatif, puisque le coût du maintien d'une force armée, par membre, varie d'un pays à l'autre. Par ailleurs, plusieurs pays maintiennent des forces paramilitaires dotées de moyens suffisants pour soutenir ou remplacer les forces militaires régulières. En général, les forces paramilitaires ne sont pas prises en compte dans les données sur les forces armées. Pour illustrer l'importance éventuelle des forces paramilitaires, l'IIES estime que l'Armée de mobilisation populaire de l'Iran comptait jusqu'à un million de volontaires pendant les périodes d'opérations offensives.

Un autre problème que poserait la comparaison des effectifs des différentes forces armées réside dans la définition de leurs influences et de leurs rôles respectifs dans différents pays. Qu'un pays dispose d'une armée relativement importante peut donner à penser qu'il s'intéresse peu au développement économique (toutes choses étant égales par ailleurs), mais il est possible que cette armée contribue aussi à édifier l'infrastructure élémentaire du pays ou qu'elle enseigne des compétences de base à ses membres non qualifiés¹.

¹ Bien que, selon la plupart des auteurs, les dépenses militaires nuisent au développement économique, certains analystes y voient des retombées positives possibles. Voir, par exemple, R. Picciotto, « Comment on *The Post-Cold-War World: Implications for Military Expenditures in Developing Countries*, by R.S. McNamara », dans les *Actes de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement, 1991*, Banque mondiale, Washington D.C., mars 1992, p. 133.